



KPMG S.A.  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Compagnie des Eaux de Royan

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022  
Compagnie des Eaux de Royan  
13, rue Paul Emile Victor - 17640 Vaux sur Mer

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## Compagnie des Eaux de Royan

13, rue Paul Emile Victor - 17640 Vaux sur Mer

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'attention de l'Assemblée générale de la société Compagnie des Eaux de Royan,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Compagnie des Eaux de Royan relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

## **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Les informations relatives aux délais de paiement présentées dans le rapport de gestion ne comportent pas le nombre de factures reçues ou émises non réglées à la date de clôture de l'exercice, contrairement à ce que prévoit l'article D.441-6 du Code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, cette information n'étant pas disponible dans les systèmes d'information actuels de votre société.

## **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

## **Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.



## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 9 mai 2023

KPMG S.A.

Bertrand de Nucé

Associé

**CER**

**CIE DES EAUX DE ROYAN**

**13 Rue Paul Emile Victor**

**17640 VAUX SUR MER**

**Comptes au 31/12/2022**

**- SOMMAIRE -****BILAN**

Bilan Actif	3
Bilan Passif	4

**COMPTE DE RESULTAT**

Compte de résultat - Partie 1	6
Compte de résultat - Partie 2	7

**REGLES, METHODES ET FAITS SIGNIFICATIFS**

Règles et méthodes comptables	9
Faits significatifs	13

**INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE RESULTAT**

Actif immobilisé	15
Amortissements	16
Provisions et dépréciations	17
Relations avec les entreprises liées	18
Charges à payer et produits à recevoir	19
Charges et produits constatés d'avance	20
Echéances des créances et dettes	21
Impositions différées	22
Incidences des évaluations fiscales dérogatoires	23
Composition du capital social	24
Variation des capitaux propres	25
Ventilation du chiffre d'affaires	26

**ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS**

Effectif moyen	28
Engagements hors bilan	29
Résultat des 5 derniers exercices	30

**BILAN**

## Bilan Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2022	31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	41 973	41 973		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	80 060	9 635	70 425	72 089
Constructions	819 670	797 817	21 854	34 749
Installations techniques, matériel, outillage	2 790 320	2 404 660	385 660	579 935
Autres immobilisations corporelles	3 603 571	3 045 096	558 475	694 229
Immobilisations en cours	137 541		137 541	16 244
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	459 147		459 147	459 147
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 370		6 370	6 370
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>7 938 651</b>	<b>6 299 180</b>	<b>1 639 471</b>	<b>1 862 763</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements	513 214		513 214	271 747
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	3 578		3 578	3 578
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	16 855 238	423 665	16 431 573	17 697 065
Autres créances	13 108 467		13 108 467	10 974 792
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : )				
Disponibilités	207 921		207 921	142 689
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance				450 615
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>30 688 418</b>	<b>423 665</b>	<b>30 264 753</b>	<b>29 540 486</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>38 627 069</b>	<b>6 722 845</b>	<b>31 904 224</b>	<b>31 403 249</b>

## Bilan Passif

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel ( dont versé : 1 792 000 )	1 792 000	1 792 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation ( dont écart d'équivalence : )		
Réserve légale	179 200	179 200
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours )		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes )	1 750 000	1 750 000
Report à nouveau	131	938
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>1 098 175</b>	<b>1 142 489</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>4 819 506</b>	<b>4 864 627</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	43 550	63 175
Provisions pour charges	72 302	453 268
<b>PROVISIONS</b>	<b>115 853</b>	<b>516 443</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs )		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	7 974 539	11 013 206
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 085 496	3 062 441
Dettes fiscales et sociales	4 759 828	3 443 037
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	239 018	21 281
Autres dettes	10 871 955	8 473 763
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	38 030	8 452
<b>DETTES</b>	<b>26 968 866</b>	<b>26 022 179</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>31 904 224</b>	<b>31 403 249</b>

**COMPTE DE RESULTAT**

## Compte de résultat - Partie 1

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	13 978 136		13 978 136	18 046 283
Production vendue de services	3 412 377		3 412 377	4 265 856
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>17 390 512</b>		<b>17 390 512</b>	<b>22 312 139</b>
Production stockée				
Production immobilisée			96 376	65 989
Subventions d'exploitation				4 109
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			2 159 877	1 574 998
Autres produits			150 210	134 174
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>19 796 975</b>	<b>24 091 409</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			3 572	1 262
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			520 348	243 774
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-241 467	-15 422
Autres achats et charges externes			13 819 620	19 050 083
Impôts, taxes et versements assimilés			41 584	163 108
Salaires et traitements			1 856 864	2 141 117
Charges sociales			753 095	863 232
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			391 179	454 349
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			414 870	547 857
Dotations aux provisions			32 400	45 019
Autres charges			293 615	14 880
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>17 885 680</b>	<b>23 509 259</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>1 911 294</b>	<b>582 150</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits financiers de participations				707 560
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			467	8 196
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>467</b>	<b>715 756</b>
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			20 503	
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>20 503</b>	
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>-20 035</b>	<b>715 756</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>1 891 259</b>	<b>1 297 907</b>

## Compte de résultat - Partie 2

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		16 000
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>16 000</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	19 889	38 748
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	128 222	971
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>148 111</b>	<b>39 719</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-148 111</b>	<b>-23 719</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	224 667	26 533
Impôts sur les bénéfices	420 306	105 165
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>19 797 442</b>	<b>24 823 165</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>18 699 267</b>	<b>23 680 676</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>1 098 175</b>	<b>1 142 489</b>

**REGLES, METHODES ET  
FAITS SIGNIFICATIFS**

# PRINCIPES, REGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

## PRINCIPES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 mis à jour par le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

" Continuité de l'exploitation,

" Indépendance des exercices,

" permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

## MÉTHODES D'ÉVALUATION

### *Immobilisations Incorporelles*

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement ainsi que les frais de recherche et de développement sont pris en charge à 100 % dans l'exercice.

Les logiciels de bureautique acquis à des tiers, dont la valeur d'achat est supérieure à 500 € sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur 1 an prorata temporis. Les autres logiciels et développements informatiques sont amortis linéairement sur une durée comprise entre 3 et 7 ans.

Il est également inscrit dans ce poste, les sommes versées aux collectivités, en contrepartie des redevances exploitation. Ces sommes sont amorties sur la durée des contrats restant à courir.

### *Immobilisations Corporelles*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors taxes déductibles. Les frais accessoires non représentatifs d'une valeur vénale sont portés directement en charges dans l'exercice.

#### Durée de vie :

<i>Constructions</i>	<i>20 ans</i>
<i>Agencements</i>	<i>10 ans</i>
<i>Compteurs</i>	<i>10 ans</i>
<i>Outillage d'exploitation</i>	<i>4 ans</i>
<i>Matériel de transport</i>	<i>4 à 6 ans</i>
<i>Véhicules spécialisés</i>	<i>5 ans</i>
<i>Micro-informatique</i>	<i>3 ans</i>
<i>Matériel de bureau</i>	<i>5 ans</i>
<i>Mobilier de bureau</i>	<i>10 ans</i>

#### Changement de méthode de comptabilisation de la télérelève à compter du 01/01/2018

Les dépenses liées à la mise en place de la Télé Relève dans le cadre des contrats d'exploitation ont été reclassées d'immobilisations incorporelles en immobilisations corporelles.

***Production immobilisée***

L'évaluation de la production immobilisée comprend :

- Les dépenses directes :
  - achats (y compris matériaux approvisionnés sur le chantier)
  - frais de personnel (charges incluses)
  - impôts et taxes
  - services extérieurs directement liés à la production
- Les prestations internes directement liées à la production.
- Les charges à payer (factures non parvenues, etc....) et/ou charges constatées d'avance.
- Les dépenses de travaux et prestations exécutées par des tiers compte-tenu des régularisations portées aux comptes de charges à payer (factures non parvenues, etc....) ou charges constatées d'avance.
- Une quote-part des frais généraux et amortissements de l'exercice (à l'exception des amortissements dérogatoires).

NOTA : Tous ces éléments sont valorisés HT.

***Amortissements***

Les amortissements pratiqués à hauteur de l'amortissement linéaire correspondent, compte-tenu de l'activité de l'entreprise, à des amortissements économiquement justifiés.

***Amortissements Exceptionnels***

Des amortissements exceptionnels, issus de textes fiscaux, sont pratiqués et traités comme tels.

***Immobilisations Financières***

Les titres de participations et autres titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, sous déduction des dépréciations déterminées à partir de la situation nette des sociétés concernées, éventuellement rectifiées pour tenir compte de l'intérêt de ces sociétés et de leurs perspectives de plus-value, d'activité et de développement. Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation des titres, celle-ci est constatée en résultat.

En outre, des dépréciations des comptes courants, et/ou des provisions pour risques sont constituées en cas d'existence de situations nettes négatives.

***Provisions réglementées***

Ces provisions sont évaluées conformément aux textes en vigueur. Ces provisions réglementées concernent essentiellement les amortissements dérogatoires et la provision pour investissement liée à l'application d'une formule dérogatoire pour le calcul de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise.

***Provisions pour Risques et Charges***

Ces provisions sont constituées en fonction de la charge ou du risque à prévoir, résultant d'évènements en cours à la clôture de l'exercice.

Entrent dans cette catégorie de provisions :

- Provision pour renouvellement
- Provision pour fin de chantier, fin d'affaire et pertes à terminaison
- Provision pour travaux d'entretien différé
- Provision pour litiges
- Provision pour amendes et pénalités
- Provision pour risques complémentaires sur situation nette négative des filiales
- Provision pour amortissements de caducités
- Provision pour avantages au personnel (médailles du travail)
- Autres provisions pour Risques et Charges

***Provisions pour Renouvellement***

Dans le cadre de la gestion déléguée de services publics, nous sommes amenés à utiliser des installations appartenant aux collectivités locales. Néanmoins, l'entretien, voire le renouvellement de ces équipements peut nous incomber contractuellement en tout ou partie.

L'obligation de renouvellement consiste en l'engagement de procéder au remplacement du bien à l'identique afin de permettre la continuité de l'exploitation ou le maintien d'un niveau de productivité donné.

En fin de contrat, tous ces biens doivent être remis à titre gratuit à la collectivité.

Il existe actuellement 3 clauses contractuelles de renouvellement :

1 - Le programme : le contrat décrit sans équivoque les éléments qui devront avoir été renouvelés, suivant un planning indicatif, avant la fin du contrat.

2 - Le compte : le contrat prévoit un montant annuel de dépenses à engager sur des ensembles précis de biens, sans obligation de renouveler chacun de ces biens.

En programme et en compte, le contrat prévoit en général la restitution, en fin de contrat, par le délégataire des sommes relatives aux éléments non renouvelés (programme) ou aux sommes non dépensées (compte). Il y a obligation de moyens.

D'un point de vue comptable, l'obligation est linéarisée sur la durée du contrat. A chaque arrêté, les dépenses cumulées engagées sont comparées à cette obligation au stade. Les retards sont provisionnés, et si les dépenses réelles totales n'excèdent pas l'obligation totale, les avances sont reprises en charges constatées d'avance.

3 - La garantie : le contrat stipule que le délégataire assure à ses risques et périls le remplacement des biens dont le renouvellement est à sa charge sans être déjà prévu en programme ou en compte.

Lorsque l'obligation de renouvellement relève de la garantie, le délégataire dote une provision linéairement sur la durée de vie prévisionnelle du bien, dans la mesure où son renouvellement est prévu avant la fin du contrat. Aucune restitution ne peut être prévue. Il y a une obligation de résultat.

Il est possible sur un contrat de combiner le programme, le compte et la garantie.

#### Modalités comptables retenues à compter du 1er avril 2008

- le retard pris au cours de l'exercice sur le montant annuel linéaire devant être dépensé, est comptabilisé en " 6051xx - Charges à payer de renouvellement " avec contrepartie au passif en " 4433xx - Dettes aux collectivités - Renouvellement ".

#### ***Provisions pour Pertes à Terminaison***

Les marchés de travaux signés non encore démarrés ainsi que les chantiers en cours d'exécution, dont la marge brute fin de chantier est négative, font l'objet de provisions pour Perte à Terminaison.

Pour les chantiers en cours d'exécution, cette provision est reprise au fur et à mesure du dégagement de la marge négative au stade.

#### ***Provisions pour avantages au personnel***

Les avantages au personnel comptabilisés concernent les primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté. La provision correspond aux versements probables liés aux salariés présents dans l'entreprise, en prenant en compte les gratifications qui risquent d'être versées et un taux d'actualisation.

La société procède également à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite pour l'ensemble de son personnel à la clôture de chaque exercice selon « la méthode des unités de crédit projetées » qui tient compte du statut, de l'âge, de l'ancienneté acquise, de la probabilité de présence à la date de départ en retraite, des salaires et primes majorés d'un coefficient de charges sociales patronales, d'un taux d'inflation, d'un taux de revalorisation des salaires et d'un taux d'actualisation.

Ce traitement se traduit par une information dans les engagements hors bilan de l'annexe.

#### ***Dépréciation des éléments d'actif***

Ces dépréciations traduisent la constatation, en fin d'exercice, d'une baisse de l'évaluation des éléments

d'actif par rapport à la valeur nette comptable.

Leur estimation découle de la valeur d'inventaire déterminée en fonction d'éléments connus à la clôture de l'exercice.

Entrent dans cette catégorie de dépréciations :

*Dépréciation des immobilisations*

*Dépréciation des créances rattachées à des participations*

*Dépréciation des stocks*

*Dépréciation des créances*

*Etc...*

### ***Evaluation des stocks***

Les stocks sont valorisés frais d'approche inclus au coût moyen pondéré lorsque les matériels stockés ne sont pas identifiables, au coût réel d'entrée en stock lorsqu'il s'agit d'éléments identifiables (appareils dotés d'un numéro de série).

### ***Travaux d'entreprise***

La méthode comptable utilisée pour comptabiliser le chiffre d'affaires et la marge des chantiers de construction est la méthode à l'avancement.

Elle est basée sur un taux d'avancement financier du chantier, c'est à dire sur le rapport entre les coûts des travaux exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution à la fin du chantier.

## **CONSOLIDATION**

Notre société qui fait partie du périmètre de consolidation du Groupe HIME est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de celui-ci.

En application du Décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes n'est pas communiquée dans cette annexe car elle est fournie dans l'annexe des comptes consolidés du groupe HIME.

Sous réserve de ce qui est dit précédemment, les principes retenus ainsi que les règles appliquées sont, dans leur ensemble, identiques à ceux connus jusqu'alors et ne font pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre, des postes du Bilan et du Compte de Résultat.

**FAITS SIGNIFICATIFS**

Nouvelle société détenues à 100% :

- SEBRA

**INFORMATIONS SUR LE  
BILAN ET LE RESULTAT**

## Actif immobilisé

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT</b>			
<b>AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	49 073		
Terrains	80 060		
<b>Dont composants</b>			
Constructions sur sol propre	514 988		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	304 682		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	3 013 570		78 017
Installations générales, agenc., aménag.	898 771		96 796
Matériel de transport	2 624 586		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	104 044		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	16 244		136 781
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>7 556 944</b>		<b>311 593</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	459 147		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	6 370		
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>465 517</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>8 071 534</b>		<b>311 593</b>

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT</b>				
<b>AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES</b>		7 100	41 973	
Terrains			80 060	
Constructions sur sol propre			514 988	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			304 682	
Installations techn., matériel et outillages ind.		301 268	2 790 320	
Installations générales, agencements divers		120 625	874 941	
Matériel de transport			2 624 586	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			104 044	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		15 484	137 541	
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>437 376</b>	<b>7 431 161</b>	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			459 147	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			6 370	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>			<b>465 517</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>444 476</b>	<b>7 938 651</b>	

## Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	49 073		7 100	41 973
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>49 073</b>		<b>7 100</b>	<b>41 973</b>
Terrains	7 971	1 664		9 635
Constructions sur sol propre	482 603	11 063		493 666
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	302 319	1 832		304 151
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 433 635	144 070	173 046	2 404 660
Installations générales, agenc. et aménag. divers	613 160	147 960	120 625	640 495
Matériel de transport	2 221 375	80 798		2 302 173
Matériel de bureau et informatique, mobilier	98 636	3 792		102 428
Emballages récupérables, divers				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>6 159 698</b>	<b>391 179</b>	<b>293 671</b>	<b>6 257 207</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 208 771</b>	<b>391 179</b>	<b>300 771</b>	<b>6 299 180</b>

## VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
<b>INCORPOREL.</b>							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
<b>CORPOREL.</b>							
<b>Acquis. titre</b>							
<b>TOTAL</b>							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

## Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Provisions pour litiges	63 175	25 375	44 999	43 550
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	85 669		58 008	27 661
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations	335 184		320 568	14 616
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	32 415	7 025	9 415	30 025
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>	<b>516 443</b>	<b>32 400</b>	<b>432 990</b>	<b>115 853</b>
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	556 652	414 870	547 857	423 665
Autres dépréciations				
<b>DEPRECIATIONS</b>	<b>556 652</b>	<b>414 870</b>	<b>547 857</b>	<b>423 665</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 073 095</b>	<b>447 269</b>	<b>980 846</b>	<b>539 518</b>
Dotations et reprises d'exploitation		447 269	980 846	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

## Relations avec les entreprises liées

NATURE	MONTANTS
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Prêts	
Autres	
<b>CREANCES</b>	
Avances et acomptes versés sur commandes	
Créances clients et comptes rattachés	1 035 934
Autres créances	10 918 842
Capital souscrit appelé, non versé	
<b>PASSIF</b>	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commandes	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	384 157
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
<b>ELEMENTS FINANCIERS</b>	
Produits de participation	
Autres produits financiers	467
Charges financières	20 480
Dépréciations des immobilisations financières (dotations - reprises)	
Autres provisions pour risques financiers (dotations - reprises)	

## Charges à payer et produits à recevoir

CHARGES A PAYER	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT CHARGES A PAYER
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 085 495	1 651 543
Dettes fiscales et sociales	4 759 828	748 819
Autres dettes d'exploitation	10 863 819	1 574 136
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	239 017	172 942
Dettes fiscales		
Autres dettes diverses	8 135	
<b>TOTAL TTC</b>	<b>18 956 294</b>	<b>4 147 440</b>
<b>A déduire : TVA sur factures non parvenues et avoirs à établir</b>		<b>(288 448)</b>
<b>TOTAL HT</b>	<b>18 956 294</b>	<b>3 858 992</b>

PRODUITS A RECEVOIR	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT PRODUITS A RECEVOIR
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	465 517	
<b>CREANCES D'EXPLOITATION</b>		
Clients et comptes rattachés	16 431 572	11 985 530
Autres créances d'exploitation	2 338 109	69 156
<b>CREANCES DIVERSES</b>	10 770 355	
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>		
<b>DISPONIBILITES</b>	207 921	
<b>TOTAL TTC</b>	<b>30 213 474</b>	<b>12 054 686</b>
<b>A déduire : TVA sur CA sur factures à établir et avoirs non parvenus</b>		<b>(765 964)</b>
<b>TOTAL HT</b>	<b>30 213 474</b>	<b>11 288 722</b>

## Charges et produits constatés d'avance

	CHARGES	PRODUITS
Charges ou produits d'exploitation		38 093
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>		<b>38 093</b>

## Echéances des créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	6 370	6 370	
Clients douteux ou litigieux	1 246 362	1 246 362	
Autres créances clients	15 608 876	15 608 876	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	609	609	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	893	893	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	99 212	99 212	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	797 480	797 480	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	69 156	69 156	
Etat, autres collectivités : créances diverses	1 370 761	1 370 761	
Groupe et associés	10 741 997	10 741 997	
Débiteurs divers	28 359	28 359	
Charges constatées d'avance			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>29 970 075</b>	<b>29 970 075</b>	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice  
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice  
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 085 496	3 085 496		
Personnel et comptes rattachés	503 069	503 069		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	416 609	416 609		
Etat : impôt sur les bénéfices	420 306	420 306		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	3 285 808	3 285 808		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	134 036	134 036		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	239 018	239 018		
Groupe et associés				
Autres dettes	10 871 955	10 871 955		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	38 030	38 030		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>18 994 326</b>	<b>18 994 326</b>		

Emprunts souscrits en cours d'exercice  
Emprunts remboursés en cours d'exercice  
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

## Impositions différées

NATURE	Début de l'exercice		Variations		Fin de l'exercice	
	ACTIF (1)	PASSIF (2)	Augmentations	Diminutions	ACTIF (1)	PASSIF (2)
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>						
- Amortissements dérogatoires						
- Provisions pour investissement						
<b>CHARGES NON DEDUCTIBLES TEMPORAIREMENT</b>						
- Congés payés	295 497		229 545	295 497	229 545	
- Participation des salariés	26 533		224 667	26 533	224 667	
- Organic	25 224		8 524	25 224	8 524	
- Effort de construction						
- Compte Epargne Temps	84 830		63 200	84 830	63 200	
- Autres provisions non déductibles						
- Plus-values de fusion						
<b>TOTAL</b>	<b>432 084</b>		<b>525 936</b>	<b>432 084</b>	<b>525 936</b>	

(1) Charge fiscale déjà payée : situation fiscale différée active

(2) Charge future d'impôt : situation fiscale différée passive

Les montants retenus concernent les bases d'imposition. Pour obtenir les impôts correspondants, il convient d'y appliquer les taux d'imposition appropriés.

## Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

RUBRIQUES	DOTATION	REPRISE	MONTANT
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>			1 098 175
Impôts sur les bénéfices			420 306
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>			1 518 481
- Provision pour investissements			
- Provisions sur immobilisations			
- Provisions sur autres actifs			
- Amortissements dérogatoires			
- Provision spéciale de réévaluation			
- Plus-values réinvesties			
- Autres évaluations dérogatoires			
<b>TOTAL</b>			
<b>RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES AVANT IMPOT</b>			1 518 481

## Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	179 200			10
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

## Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		4 864 627
Distributions sur résultats antérieurs		1 143 296
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		3 721 331
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		1 098 175
	<b>SOLDE</b>	<b>1 098 175</b>
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		4 819 506

## Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021	%
EAU	8 510 639		8 510 639	13 103 471	-35,05 %
TRAVAUX	5 473 851		5 473 851	4 942 812	10,74 %
ASSAINISSEMENT	3 406 022		3 406 022	4 265 856	-20,16 %
<b>TOTAL</b>	<b>17 390 512</b>		<b>17 390 512</b>	<b>22 312 139</b>	<b>-22,06 %</b>

**ENGAGEMENTS FINANCIERS  
ET AUTRES INFORMATIONS**

## Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRES	2	
EMPLOYES, TECHNICIENS ET AGENTS DE MAITRISE (ETAM)	60	
OUVRIERS (CNRO)		
<b>TOTAL</b>	<b>62</b>	



**Résultat des 5 derniers exercices**

Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)	31/12/2022 12	31/12/2021 12	31/12/2020 12	31/12/2019 12	31/12/2018 12
	<b>(1)</b>				
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
<b>Capital social</b>	1 792 000	1 792 000	1 792 000	1 792 000	1 792 000
<b>Nombre d'actions</b>					
- ordinaires	179 200	179 200	179 200	179 200	179 200
- à dividende prioritaire					
<b>Nombre maximum d'actions à créer</b>					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
<b>OPERATIONS ET RESULTATS</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	17 390 512	22 312 139	25 474 729	28 891 239	41 776 081
Résultat avant impôt et participation, et dotations aux amortissements et provisions					
Impôts sur les bénéfices	420 306	105 165	221 291	357 964	1 073 415
Participation des salariés	224 667	26 533	94 016	146 915	371 367
Dotations aux amortissements et provisions	(14 176)	416 982	133 162	120 316	299 208
Résultat net	1 098 175	1 142 489	534 527	1 193 087	2 317 848
Résultat distribué					
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôt et participation, et avant dotations aux amortissements et provisions	6,05	8,70	3,73	7,33	14,60
Résultat après impôt et participation, et dotations aux amortissements et provisions	6,13	6,38	2,98	6,66	12,93
Dividende attribué					
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés	62	74	72	68	94
Masse salariale	1 876 155	2 179 865	2 254 649	2 694 342	3 014 357
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	753 095	863 232	894 038	1 079 215	1 280 246

(1) Sous réserve de l'approbation par l'A.G.O. des comptes et de l'affectation des résultats